

## Annexe 4a - FORMULAIRE DE CANDIDATURE

### Appel à projets en Forêt domaniale de HANAU 3 (57) – Camping de Hanau

<b>Nom</b> (personne physique) ou <b>raison sociale</b> (personne morale) :	
<b>Nature du candidat :</b>	Personne morale / Personne physique / Collectivité / Organisme public ou mixte / Autre
<b>Numéro SIREN ou SIRET<sup>1</sup> :</b> (EXTRAIT KBIS à joindre)	
<b>Adresse :</b>	
<b>Type d'entreprise<sup>2</sup></b>	PME / Grande entreprise

  

### Représentant légal

<b>Nom</b>	
<b>Titre</b>	

  

### Contact

<b>Nom</b>	
<b>Titre</b>	
<b>Adresse postale</b>	
<b>Adresse mèl</b>	
<b>Téléphone</b> (Portable / fixe)	

## Pièces à fournir

1. Présentation administrative du candidat :
  - un extrait Kbis ou tout document équivalent de moins de 3 mois permettant de justifier la situation juridique du candidat et statuts à jour pour les sociétés
2. Présentation commerciale/ capacité technique :
  - La plaquette commerciale de l'entreprise ;
  - Références professionnelles du candidat des 3 dernières années permettant d'apprécier l'expérience du candidat pour l'activité, objet de la présente consultation ;
3. Capacité économique et financière :
  - Les bilans et comptes de résultats des 3 derniers exercices
  - le chiffre d'affaires global des 3 dernières années exercices ;
4. Déclaration sur l'honneur datée et signée attestant que :
  - le candidat n'est pas sous le coup d'une procédure collective (sauvegarde, redressement, liquidation judiciaire)
  - la régularité de la situation fiscale, sociale, au regard du travail dissimulé
  - la régularité de paiement des charges sociales et fiscales
  - le candidat n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.5221-11, L.5221-8, L.8231-1, L.8241-1, L.8241-2 du Code du Travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France,

<sup>1</sup> Uniquement par les personnes morales déjà constituées.

<sup>2</sup> Au sens des lignes directrices concernant les aides d'Etat à la protection de l'environnement et à l'énergie pour la période 2014-2020 (JO C 200 du 28.06.2014 p 7)